

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-crise-de-l-euro-vue-d-Allemagne>

La crise de l'euro vue d'Allemagne

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 8 mai 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors que les relations franco-allemandes semblent actuellement au plus bas, que les critiques se font jour tant en France qu'en Allemagne sur la politique de Mme Merkel, il est bon de regarder l'opinion d'une fondation proche du SPD sur la crise de l'euro. En effet, c'est cette crise qui détermine dans une large mesure la politique actuelle de l'Allemagne et son soutien sans failles à une austérité de plus en plus rejetée en Europe.

La [Friederich Ebert Stiftung](#), fondation organiquement liée au SPD, vient en effet de publier un document analysant les scénarii futurs possibles pour la zone Euro [1]. Ce document est révélateur du point de vue en Allemagne sur la question de la zone Euro. C'est ce qui en fait l'intérêt. Le document commence par un « état des lieux » et reconnaît que l'Euro doit faire face à une crise généralisée qui n'est pas « derrière nous » comme le prétend le gouvernement français. Il reconnaît aussi que les mesures adoptées jusqu'ici pour faire face à cette crise ont été inadéquates et ont contribué à aggraver la crise. On ne peut qu'être d'accord avec le constat. De plus, certaines de ses mesures, quoi que formellement décidées se heurtent à des résistances importantes dans le domaine de leur application (cas de l'Union bancaire qui n'a été acceptée qu'avec beaucoup de réticences par l'Allemagne). L'intensification de la crise, que ce soit par la hausse dramatique du chômage dans des pays comme la Grèce et l'Espagne ou que ce soit par la dégradation régulière des comptes publics dans les différents pays, démontre bien que la crise est de plus en plus présente et pressante.

Les quatre scénarii retenus

À partir de ce constat, quatre scénarii ont été élaborés :

- **L'enlisement dans la crise.**

Ici, l'Union Economique et Monétaire reste ce qu'elle est, soit un mécanisme incomplet. En conséquence, les pays de l'Europe du Sud continuent d'être dépendant de plans de sauvetage qui sont à la charge des pays de l'Europe du Nord, tandis que la BCE continue, et même amplifie, ses achats de dettes souveraines sur le marché secondaire pour maintenir les taux d'intérêt à des niveaux supportables. L'Europe du Sud s'installe donc dans une dépression de longue durée et elle est incapable de mettre en oeuvre le basculement vers un nouveau modèle de croissance en raison du manque d'investissement, et ajouterons-nous du manque de demande solvable et de la fuite accélérée des cerveaux les mieux formés. Les plans de sauvetage assurent que ces pays restent dans l'Euro (en dépit de mouvements de plus en plus importants contre l'Euro dans leurs populations) mais sont incapables de trouver une solution à cette crise. L'Union Européenne est affaiblie par comparaison tant avec les États-Unis que les pays émergents, et elle devient de plus en plus dépendante de ses partenaires.

- **L'éclatement de la zone Euro.**

L'Union bancaire, quoique formellement mise en place, n'est que peu efficace en raison des réticences de nombreux pays à son application. L'aggravation de la situation économique dans les pays de l'Europe du Sud se combine avec une nouvelle mouture du *Pacte de Croissance et de Stabilité* qui exige de ces pays toujours plus d'efforts en vue d'une réduction des déficits et de la dette. Par ailleurs, il n'y a ni politique de l'investissement au niveau européen ni politique industrielle ni politique commerciale. Le résultat de tout cela est que les tensions sociales deviennent incontrôlables et conduisent à des sorties non-coordonnées de l'Euro. Dans ce scénario, l'Union Européenne est contestée tant à l'extérieur, où sa position face aux États-Unis, mais aussi à la Chine et à la Russie est affaiblie, qu'à l'intérieur en raison de la montée de mouvements politiques remettant radicalement en cause l'existence même d'institutions européennes (multiplication des partis « euro-sceptiques »).

- **Le repli sur un noyau dur de l'Europe.**

Dans ce scénario, se met en oeuvre le principe d'une Union européenne à géométrie variable. On aurait donc d'une part un « noyau » européen dans le cadre d'un nouveau traité incluant l'Union bancaire mais aussi l'union budgétaire, et d'autre part des pays ayant refusé ce traité et constituant un second niveau de l'UE réduite cette fois à une zone de libre-échange. L'étude inclut bien entendu l'Allemagne et la France dans les pays du noyau et prend le pari qu'autour de ces deux pays un certain nombre d'autres pays se rassembleraient sur la base d'un accord politique (qualifié de « *Euro Plus Pact* ») incluant le renoncement à l'austérité, et des règles sociales et fiscales communes pour éviter le *dumping* social et fiscal. Ce noyau aurait alors une forte cohérence et pourrait connaître un développement plus harmonieux. Pour les autres pays, la situation serait moins rose, et l'action dite « *non-conventionnelle* » de la Banque Centrale Européenne serait toujours nécessaire.

Ce scénario nous semble pour notre part peu probable en ce qu'il présuppose un accord politique de fond et non de simple forme avec l'Allemagne alors que le conflit entre la France et l'Allemagne est en train de monter en puissance. Or, si un accord de fond n'est pas possible entre l'Allemagne et la France, et au vu des divergences actuelles ceci semble la solution la plus probable, la solution pour la France sera soit de donner raison à l'Allemagne sur l'austérité soit de quitter l'Euro. Nous sommes donc renvoyés soit au premier des scénarii (l'enlisement) soit au second (l'éclatement).

- **L'achèvement de l'Union Budgétaire.**

Dans ce scénario, à la suite de la France, l'Allemagne puis les autres pays de la zone Euro reconnaissent la nécessité commune d'accélérer le mouvement vers une Europe fédérale, tout en réduisant sensiblement l'austérité que subit l'Europe du Sud. Un fond de stabilisation commun est mis en place (une mutualisation des dettes) tandis que la zone Euro se dote d'une agence capable d'émettre ses propres emprunts pour financer des investissements massifs dans l'ensemble des pays, sous l'égide d'une autorité de surveillance commune.

Le problème de ce scénario est qu'il ne chiffre pas les besoins financiers en transferts annuels au-delà de la question des investissements. C'est d'ailleurs un problème récurrent avec tous les scénarii fédéralistes [2]. Le fédéralisme implique les transferts, ce que l'Allemagne, mais aussi la Finlande et l'Autriche refusent [3]. Or, l'ampleur des transferts pour assurer le simple rattrapage de 4 des pays les plus en difficulté (Espagne, Grèce, Italie, Portugal) est de l'ordre de 240 à 250 milliards d'euros par an pendant dix ans [4]. Par ailleurs, il est fortement probable que ce niveau de transfert deviendrait pérenne comme on le voit aujourd'hui à l'intérieur des États-Nations, et pour la France avec le cas des DOM-TOM. Il ne s'agirait donc pas de transferts sur une courte période, et il est totalement illusoire de penser le financer par l'emprunt.

L'évolution probable de la situation dans la zone Euro

Dans l'évaluation des futurs possibles, il est clair que de sérieuses divergences se sont révélées. L'impression générale qui se dégage est celle d'un très grand pessimisme quant à l'avenir de la zone Euro.

La seule solution pour que l'on puisse donner une certaine pérennité au scénario dit « *de l'enlisement* » consiste à admettre des flux de transferts certes inférieurs aux montants nécessaires pour l'hypothèse fédérale, mais qui resteraient néanmoins significatifs. Or, il est clair que non seulement l'Allemagne refusera de payer de tels montants, mais elle s'oppose de manière de plus en plus ouverte à l'évolution à laquelle on a assisté à la BCE avec l'arrivée de Mario Draghi [5]. En réalité, le deuxième scénario, celui d'un « *éclatement de la zone Euro* » apparaît désormais comme le plus probable.

Quant au scénario de la « *constitution d'un « noyau dur » européen* », on ne peut que relever une incohérence : pour que le « noyau dur » envisagé se constitue, il faut impérativement que la France en fasse partie. Si le « noyau dur » est constitué de l'ancienne « zone Mark », nous sommes de fait dans une des variantes du scénario d'explosion de la zone Euro, car l'on voit bien que l'Allemagne et ses satellites n'auraient ni la volonté ni l'intérêt de mettre en oeuvre les réformes qu'impliquent le « noyau dur ». Or, la France ne peut rester dans une « zone Euro maintenue » que si que l'Italie (et peut-être l'Espagne) en font partie. Les effets sur l'industrie française d'une appartenance à l'Euro dont ni l'Italie ni l'Espagne ne feraient partie seraient tout à fait dramatiques. Mais, un « noyau dur » regroupant autour de lui l'Allemagne, la France et l'Italie n'est pas très différent en réalité de la configuration actuelle. Que la Grèce et Chypre sortent de l'Euro n'aurait économiquement (financièrement ce serait une autre affaire) que peu d'importance. Or, on voit bien que la situation économique de l'Espagne et de l'Italie est très dégradée. Donc, pour que le « noyau dur » se constitue comme autre chose qu'une zone mark rebaptisée, il faudrait que l'Allemagne accepte les transferts qu'elle refuse aujourd'hui. Nous sommes donc renvoyés à la situation précédente.

Une lecture attentive de ce document confirme donc que les différents experts européens rassemblés par la *Friederich Ebert Stiftung* considèrent que la poursuite de la politique actuelle risque de conduire à tout instant à un éclatement incontrôlé de la zone Euro. La réalisation d'un fédéralisme budgétaire étendu, au-delà des problèmes politiques que cela soulèverait, n'est pas du domaine du possible. La troisième solution, celle dite du « noyau dur », est minée de contradictions internes.

La seule solution raisonnable est celle d'une dissolution ordonnée de la zone Euro, laissant subsister des mécanismes de concertation monétaire entre les pays, mais leur redonnant toute la flexibilité monétaire voulue. Ce n'est autre que la solution défendue en juillet dernier dans un document de travail [6]. Désormais, on y vient, poussé par la nécessité.

Jacques Sapir pour RIA Novosti

[RIA Novosti](#). Russie, le 4 mai 2013.

Post-scriptum :

*** Jacques**

Sapir est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent

est *La Démondialisation* (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] U. Dirksen, B. Hacker, M-J Rodriguez et W. Velt, Scenarios for the Eurozone 2020, Scenario Team Eurozone 2020, Friederich Ebert Stiftung, Berlin, Mars 2013.

[2] M. Aglietta, « Zone Euro : éclatement ou fédération, » Michalon, Paris, 2012.

[3] P. Artus, « Trois possibilités seulement pour la zone euro », NATIXIS, Flash-Économie, n°729, 25 octobre 2012 ; idem, « La solidarité avec les autres pays de la zone euro est-elle incompatible avec la stratégie fondamentale de l'Allemagne : rester compétitive au niveau mondial ? La réponse est oui », NATIXIS, Flash-Économie, n°508, 17 juillet 2012.

[4] J. Sapir, « Le coût du fédéralisme dans la zone Euro », billet publié sur le carnet Russeurope le 10/11/2012, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/453>

[5] K. Pfaffenbach, « La BuBa confirme un rapport critique sur les OMT », Les Echos.fr et Reuters, 24 avril 2013, [La BuBa confirme un rapport critique sur les OMT](#)

[6] Document publié en septembre 2012 sur russeurope.hypotheses.org/, J. Sapir, « La dissolution de la Zone Euro : Une solution raisonnable pour éviter la catastrophe, » Working Paper inédit, 19 juillet 2012, pdf., <http://russeurope.hypotheses.org/23>